

## Trame de fiche d'intervention régionalisée Bourgogne-Franche-Comté – FEADER 2023 – 2027

	<b>Version du 25/04/2022</b>
Article du PSN	Investissement productif on farm (Article 73)
Fiche PSN n°	73.01
Libellé de l'intervention PSN régionalisée	<b>Accompagnement des transitions agroécologiques des productions végétales</b>
<b>Objectifs particuliers du document de mise en œuvre</b>	
Décrire les objectifs du document de mise en œuvre (préciser les modalités d'octroi des aides, etc.)	AAP ; paiement associé
<b>Description de l'intervention</b>	
<b>A. Actions éligibles</b>	
Liste des investissements/actions éligibles	<p>Les investissements suivants sont éligibles :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Matériels et travaux permettant l'efficacité de l'irrigation à la parcelle : Rénovation des réseaux existants. Il ne s'agit pas d'augmenter les surfaces irriguées ni d'augmenter les prélèvements. Création de réseau d'irrigation pour les cultures à forte valeur ajoutée (maraîchage, arboriculture, semences, ...) ou dans le cadre de démarches PAT (projets alimentaires territoriaux). Stockage d'eau pluviale (sous condition d'utilisation ; <i>expertise technique en cours -DAF</i>) : équipements pour la récupération, le traitement de l'eau de pluie de toiture sur les bâtiments du siège de l'exploitation et sur les bâtiments annexes (en dehors du siège d'exploitation).</li> <li>- Matériels permettant la réduction des intrants.</li> <li>- Équipements permettant aux agriculteurs d'acquies l'autonomie alimentaire.</li> <li>- Dispositifs anti-grêle et antigel. Les équipements de lutte contre le gel éligibles seront précisés dans les appels à projets.</li> <li>- Investissements spécifiques pour les groupements d'agriculteurs, dont les CUMA : séparateur de phase à lisier, composteurs, matériels permettant la récupération de la menue-paille » au moment de la moisson.</li> </ul>

	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Matériels d'épandage des engrais de ferme permettant la maîtrise du dosage et la réduction des pertes par volatilisation (à l'exception des tonnes à engrais). Equipements visant à une meilleure répartition et modulation des apports de fertilisants ;</li> <li>- Matériels permettant une alternative à l'emploi d'herbicides ;</li> <li>- Matériels de semis spécifiques permettant l'implantation de couverts dans des cultures en place ou de cultures intermédiaires (y compris des cultures pièges à nitrates) ;</li> <li>- Equipements spécifiques des pulvérisateurs permettant de limiter les risques de pollution. La liste des matériels éligibles sera précisée dans les appels à projets en se basant sur le dispositif ZNT de FranceAgriMer (aides aux investissements permettant de réduire significativement la dérive et/ou la dose de pulvérisation de produits phytosanitaires ; ainsi que de certains matériels de substitution à l'usage de produits phytopharmaceutiques).</li> <li>- Outils d'aide à la décision et matériels de guidage ;</li> <li>- Lutte contre l'érosion : Matériel permettant d'améliorer la structure du sol pour éviter l'érosion ;</li> <li>- Matériels spécifiques à la culture en aquaponie ;</li> <li>- Implantation de haies et matériels d'entretien de haies et d'alignements d'arbres intraparcéllaires (plantation avec des essences locales adaptées, paillage, protection des plants, taille-haie adaptable sur tracteur...) ;</li> <li>- Equipements en faveur du développement des protéines végétales ;</li> <li>- Aires de lavage.</li> <li>- Les matériels d'occasion (<i>expertise technique en cours - DERI</i>) ;</li> </ul> <p>Une mise à jour de l'éligibilité des matériels innovants pourra être réalisée après avis pris de l'INRAE et du ministère en charge de l'Agriculture et en concertation avec la Chambre régionale d'agriculture.</p>
Inéligibilités	<p><i>L'ensemble des coûts rendus inéligibles par le PSN, et les règlements européens :</i></p> <p><i>(a) l'achat de droits de production agricole ;</i></p> <p><i>(b) l'achat de droits au paiement ;</i></p> <p><i>(c) l'achat de terrains pour un montant supérieur à 10 % du total des dépenses éligibles pour l'opération concernée, à l'exception de l'achat de terrains pour la conservation de l'environnement et la préservation des sols riches en carbone ou des terrains achetés par de jeunes agriculteurs au moyen d'instruments financiers; dans le cas d'instruments financiers, ce plafond s'applique aux dépenses publiques éligibles payées au bénéficiaire final ou, en cas de garanties, au montant du prêt sous-jacent;</i></p> <p><i>(d) l'achat d'animaux, de plantes annuelles et leur plantation dans un but autre que (i) la restauration du potentiel agricole ou forestier à la suite d'une catastrophe naturelle, d'événements climatiques défavorables ou d'un événement catastrophique, (ii) la protection du bétail contre les grands prédateurs ou son utilisation en foresterie à la place de machines, (iii) élever des races menacées au sens de l'article 2, paragraphe 24, du règlement (UE) n° 2016/1012 dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ou (iv) conserver des variétés végétales menacées d'érosion génétique dans le cadre des engagements visés à l'article 65 ;</i></p> <p><i>(e) taux d'intérêt sur la dette, sauf en ce qui concerne les subventions accordées sous la forme d'une bonification d'intérêt ou d'une subvention pour frais de garantie ;</i></p> <p><i>(g) les investissements dans les infrastructures à grande échelle, tels que déterminés par les États membres dans le plan stratégique de la PAC, ne faisant pas partie des stratégies de développement local menées par la communauté énoncées à l'article 26 du règlement [RPC], à l'exception du</i></p>

	<p><i>haut débit et des actions préventives contre les inondations ou la protection des côtes visant à réduire les conséquences de catastrophes naturelles probables, d'événements climatiques défavorables ou d'événements catastrophiques ;</i></p> <p><i>(h) les investissements dans le boisement qui ne sont pas compatibles avec les objectifs climatiques et environnementaux conformes aux principes de gestion durable des forêts, tels qu'ils sont développés dans les Directives paneuropéennes pour le boisement et le reboisement.</i></p>
Conditions d'admissibilité	<p><b>Projets stratégiques</b> : sont considérés comme des projets stratégiques les projets pour lesquels une étude ou un diagnostic global de l'exploitation a été réalisé avant la mise en place du projet d'investissements. Ces études ou diagnostics globaux doivent prévoir la réalisation des investissements (plan d'actions) faisant l'objet de la demande d'aide. Ces études ou diagnostics globaux pourront être financés par le Conseil régional dans le cadre de sa politique d'audits et de conseils aux exploitations.</p> <p>Le critère « projet stratégique » s'applique aux projets au-delà d'un montant plancher prévisionnel d'investissement (montant qui sera défini dans les arrêtés de mise en œuvre). Le critère est applicable à tous les porteurs de projet éligibles (individuels ou collectifs).</p> <p>Hypothèse de travail :</p> <p>Un arrêté commun pour les projets stratégiques et « classiques ». L'obtention de la labellisation « projet stratégique » est conditionnée au fait que l'exploitation ait eu recours à un conseil et que l'investissement dont fait l'objet la demande de subvention soit prévu dans le plan d'actions établi. Taux majoré, sur-plafond et points supplémentaires dans la grille de sélection.</p> <p>Les porteurs de projets sont limités à deux dépôts au cours de la programmation 2023-2027.</p> <p><u>Conditions spécifiques pour les investissements liés à l'efficience de l'irrigation (rénovation) définies à l'article 74 du Règlement PSN :</u></p> <p>Un plan de gestion de bassin hydrographique, tel qu'exigé en vertu de la directive 2000/60/CE, a été notifié à la Commission pour l'ensemble de la zone dans laquelle l'investissement doit avoir lieu, ainsi que dans toute autre zone dont l'environnement peut être affecté par l'investissement. Les mesures prenant effet dans le cadre du plan de gestion de district hydrographique conformément à l'article 11 de ladite directive et présentant un intérêt pour le secteur agricole ont été précisées dans le programme de mesures correspondant.</p> <p>Des compteurs d'eau permettant de mesurer l'utilisation de l'eau au niveau de l'investissement soutenu doivent être mis en place ou doivent être mis en place dans le cadre de l'investissement.</p> <p>Les États membres ne peuvent accorder une aide à un investissement dans l'amélioration d'une installation d'irrigation existante ou d'un élément d'infrastructure d'irrigation que si :</p> <p>(a) il est évalué ex ante comme offrant des économies d'eau potentielles reflétant les paramètres techniques de l'installation ou de l'infrastructure existante ;</p> <p>(b) si l'investissement affecte des masses d'eau souterraine ou de surface dont l'état a été identifié comme moins que bon dans le plan de gestion du bassin hydrographique concerné pour des raisons liées à la quantité d'eau, une réduction effective de l'utilisation de l'eau doit être obtenue en contribuant à la réalisation du bon état de ces masses d'eau, conformément à l'article 4, paragraphe 1, de la directive 2000/60/CE.</p> <p>. Les États membres fixent des pourcentages d'économies d'eau potentielles et de réduction effective de la consommation d'eau comme condition d'éligibilité dans leur plan stratégique de la PAC, conformément à l'article 99, point d). Ces économies d'eau reflètent les besoins définis dans les plans de gestion des bassins hydrographiques découlant de la directive 2000/60/CE visée à l'annexe XI.</p>

	<p>. Aucune des conditions visées au paragraphe 4 ne s'applique à un investissement dans une installation existante qui n'affecte que l'efficacité énergétique, à un investissement dans la création d'un réservoir ou à un investissement dans l'utilisation d'eau récupérée qui n'affecte pas une masse d'eau souterraine ou de surface.</p> <p>Une aide ne peut être accordée aux investissements dans l'utilisation d'eau récupérée comme source d'approvisionnement alternative que si la fourniture et l'utilisation de cette eau sont conformes au règlement (UE) 2020/741 du Parlement européen et du Conseil.</p> <p>Pour la création de réseau d'irrigation, ces investissements devront être économes en eau et couplés à des logiciels de pilotage de l'irrigation.</p> <p><u>Conditions spécifiques pour les investissements de protection contre le gel</u></p> <p>Les projets d'investissements de lutte contre le gel devront être prévus dans un plan stratégique de vignoble/ filière ou, à défaut, validés par une étude indépendante.</p>
Lignes de partage PSN	<p>Les projets d'irrigation émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles aux autres fiches PSN régionales.</p> <p>Les investissements émergeant à ce dispositif ne sont pas éligibles aux autres fiches PSN régionales.</p>
Lignes de partage FESI	<p>Les investissements éligibles à la présente fiche ne sont pas éligibles au FEDER ou au FEAMPA.</p>
<b>B. Bénéficiaires éligibles</b>	
Liste des bénéficiaires éligibles (cas particuliers inclus)	<p>Nouvelle version de la définition agriculteur mise à jour dans le PSN (22/12/2021) :</p> <p>« Un « agriculteur actif » est un bénéficiaire qui remplit l'une des quatre conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Une personne physique assurée pour son propre compte contre les accidents du travail et les maladies professionnelles sous un régime de protection sociale des personnes non salariées des professions agricoles (ATEXA ou régime spécial en vigueur dans le Haut-Rhin, le Bas-Rhin et la Moselle). En outre, pour une personne physique ayant dépassé l'âge légal limite de la retraite à taux plein tel que défini dans le régime des salariés, elle ne doit pas avoir fait valoir ses droits à retraite. Des conditions additionnelles à ce dernier point nécessitent un travail complémentaire avec les parties prenantes et feront l'objet de précisions ultérieures notifiées et intégrées au PSN ;</li> <li>- Une société dans laquelle au moins un associé respecte, au titre de son activité dans la société, les conditions fixées pour une personne physique ;</li> <li>- Une société sans associé cotisant à l'ATEXA, dès lors que le ou les dirigeants de cette société relèvent du régime de protection sociale des salariés des professions agricoles au titre des points 8 (dirigeants salariés minoritaires en capital) et 9 (dirigeants de SAS) de l'article L722-20 du CRPM et à condition que la société exerce une activité agricole au sens du paragraphe 1 de l'article L722-1 du CRPM (exploitations de culture et d'élevage) ;</li> <li>- Une autre personne morale ne relevant pas d'une forme sociétaire : <ul style="list-style-type: none"> <li>o les structures de droit public lorsqu'elles ont une activité agricole (lycées agricoles, collectivités...),</li> <li>o les associations Loi 1901 dont les statuts prévoient l'activité agricole.</li> </ul> </li> </ul>

*Une définition adaptée au contexte spécifique des territoires ultramarins est par ailleurs retenue pour les outre-mer. Pour ces territoires, une liste négative d'activités est retenue : Est considéré « agriculteur actif » toute personne physique ou morale exerçant une activité agricole à l'exception de celles qui exploitent des aéroports, des services ferroviaires, des sociétés de services des eaux, des services immobiliers ou des terrains de sport et de loisir (à l'exception des centres équestres). »*

## Nature et montant de l'aide

### A. Nature de l'aide

Subvention / IF

Subvention

### B. Taux d'aide

Taux de base

**40%**

Majoration(s)

Projets stratégiques : 15%  
 JA : 20% (pour les collectifs : prorata des parts détenues)  
 Bios (certification nécessaire, pour les projets collectifs 50% du nombre d'exploitations agricoles minimum) : 10%  
 Collectifs / PEI : 10%  
 Zone de montagne : 5%

Il est possible de cumuler des majorations dans la limite d'un taux d'aide global de 55%, sauf pour les JA et nouveaux installés qui pourront être financés à un taux de 60%.

### C. Calcul du montant de la subvention

Plancher (en dépenses éligibles)

**5 000 €**  
 Fléchage des petits dossiers sur crédits Région (justification : coût de l'instruction des petits dossiers trop élevé pour l'enjeu)

Plafonds (en dépenses éligibles)

**30 000 €**

Sur-plafonds

Transparence GAEC : + 20 000 € pour deuxième associé + 10 000 € pour un 3<sup>ème</sup> associé  
 Groupements d'agriculteurs : + 70 000 €  
 Projets stratégiques : + 15 000 €

Modalités de versement (acomptes ?)

1 seul acompte (acompte à plafonner)

### Procédure

Modalité de sélection des dossiers (principes de sélection + grille)	La grille devra être en cohérence avec les mots clefs et objectifs précisés ci-après : <ul style="list-style-type: none"><li>- Maîtrise du risque économique (=projets stratégiques)</li><li>- Environnement</li><li>- Qualité (bio/SIQO)</li><li>- Zone de déprise agricole (attention, reprendre la formulation exacte utilisée pour la DJA)</li><li>- Types de bénéficiaires (GAEC / CUMA)</li><li>- Egalité hommes / femmes (expertiser ce critère)</li></ul>
Eligibilité temporelle des dépenses	
Engagements du bénéficiaire	
Contrôles, conséquences et sanctions	